

## Session 3 : Protéger et autonomiser les travailleurs migrants et rendre opérationnel leur rôle dans le processus de développement durable dans les pays d'origine et de destination

### Note de contexte

#### Introduction

Cette session de l'Examen Régional offrira un espace de discussion sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs 2, 4, 6, 15, 16, 17, 18, 19 et 20, 22 du Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM). Cette note d'information fournit des exemples de progrès et de défis dans la collaboration régionale, sous-régionale et intrarégionale en vue de la mise en œuvre du PMM par 22 États arabes. Ces éléments sont tirés du Réseau Régional sur la migration, des rapports et engagements volontaires du PMM soumis au Forum International d'Examen des Migrations (FEMI), de la Déclaration de progrès du FEMI, des consultations avec les parties prenantes, et des pratiques et informations disponibles sur le Pôle du Réseau sur les migrations.

Il est essentiel de reconnaître les contributions des migrants et de protéger leurs droits dans la région des États arabes afin de tirer pleinement parti du potentiel de la migration pour le développement durable. Malgré les défis existants, avec la mise en place de politiques favorables, les migrants peuvent contribuer au développement durable dans les communautés d'origine et de destination par divers moyens, y compris des moyens productifs, c'est-à-dire le travail, l'investissement économique, les transferts de fonds et l'enrichissement culturel, entre autres. À l'approche du prochain processus d'Examen Régional du PMM dans les États arabes, ce document de référence vise à changer le discours en passant de la perception de la migration comme un phénomène négatif à la mise en avant de ses avantages pour soutenir les efforts de développement dans la région. En relevant les défis existants, en créant des environnements porteurs et en donnant aux migrants les moyens de réaliser leur potentiel de développement, la région peut s'assurer que la migration contribue effectivement au développement durable.

#### Résumé des progrès

L'Agenda 2030 pour le développement durable et le PMM reconnaissent qu'il existe de nombreux exemples de personnes en déplacement qui apportent des contributions positives à la croissance inclusive et au développement durable. En plaçant la migration dans le contexte plus large du développement durable, ces cadres encouragent les États membres à adopter des politiques inclusives qui tirent parti des avantages multiples que les migrants apportent aux sociétés d'accueil, de transit et d'origine. Les recherches et les enseignements tirés des programmes existants mettent en évidence les contributions multiformes des migrants à leurs pays et communautés d'origine, de transit et de destination, par exemple en termes de contributions économiques, sociales et culturelles, en particulier dans les cas où des politiques solides sont en place. À l'inverse, si la migration est mal gérée, elle peut avoir un impact négatif sur le développement. Tout au long du processus, une attention particulière doit être accordée à la protection des droits des travailleurs migrants et à une approche intersectionnelle des groupes vulnérables parmi les populations migrantes, tels que les femmes, qui sont souvent confrontées à des défis supplémentaires en raison de leur sexe et de leur statut de migrant.

Dimensions économiques et travail décent : La recherche d'opportunités économiques représente la principale raison de la migration interrégionale dans la région des États arabes. Les

migrants, y compris les membres des communautés de la diaspora, jouent un rôle important dans la stimulation des économies de leurs communautés de transit ou de destination en contribuant à la main-d'œuvre et en comblant les lacunes dans les industries qui, autrement, seraient confrontées à des pénuries de main-d'œuvre ou de compétences. Dans certains cas, les travailleurs migrants peuvent être prédominants dans certains pays et secteurs, apportant des contributions disproportionnées aux économies de la région. C'est le cas, par exemple, des travailleurs migrants employés dans le secteur de la construction dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ou des migrants asiatiques ou africains travaillant comme domestiques à travers la région.

Les migrants originaires des États arabes, en particulier les travailleurs peu qualifiés, apportent souvent des contributions économiques significatives avant leur départ. Par exemple, ils encourrent fréquemment des coûts substantiels liés au recrutement, aux voyages et au traitement des visas, ce qui non seulement soutient les entreprises locales, mais implique également des envois de fonds substantiels vers leur pays d'origine avant leur départ.<sup>1</sup>

Dans de nombreux cas, les personnes en déplacement ont créé de nouvelles entreprises qui ont à leur tour généré de nouvelles opportunités d'emploi non seulement pour les migrants, mais aussi pour les communautés d'accueil. Parallèlement, avec les canaux appropriés en place, les personnes vivant dans les pays d'accueil peuvent acquérir de nouvelles compétences, expériences, réseaux et connaissances pendant leur séjour à l'étranger, et les rapporter et utiliser dans leur pays d'origine. Des programmes comme le Transfert de connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOKTEN) ont davantage facilité l'échange de compétences et de connaissances, bénéficiant à des pays comme le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie, entre autres. Un aspect clé à considérer à cet égard est l'existence de programmes efficaces de reconnaissance des compétences pour soutenir l'évaluation précise des qualifications et des expériences professionnelles des migrants, facilitant ainsi leur inclusion dans la main-d'œuvre.

Pour que les contributions économiques soient durables et significatives, il est essentiel de disposer de cadres juridiques et politiques favorables et fondés sur les droits, garantissant que les politiques migratoires exploitent non seulement les avantages économiques de la migration, mais protègent également les droits humains et du travail ainsi que la dignité des migrants. De nombreux travailleurs migrants dans la région sont des travailleurs peu qualifiés dans des secteurs tels que la construction, l'hôtellerie et les soins domestiques, qui rencontrent des obstacles structurels à un travail décent, tels que de faibles protections du travail et des défis liés au système de Kafala. Ce système représente une pratique répandue dans les États arabes (courante dans tous les pays du CCG, en Jordanie et au Liban) où l'employeur détient un pouvoir significatif dans la relation d'emploi, allant même jusqu'à influencer le statut migratoire du travailleur. Bien que certaines réformes aient été observées dans la région, les défis persistent.

Bien que des progrès notables aient été réalisés dans la région pour relever les défis du travail décent auxquels sont confrontés les travailleurs migrants, tels que la réforme des systèmes de parrainage également connus sous le nom de « système de Kafala », y compris les cadres relatifs à « l'absentéisme » (absence des travailleurs) ; l'interdiction du paiement des frais de recrutement et des coûts connexes par les travailleurs ; et l'introduction de systèmes de protection des salaires améliorés et de mécanismes d'accès à la justice, notamment dans les pays du CCG, plusieurs lacunes clés en matière de protection subsistent. Ces dernières concernent, par exemple, les salaires impayés ou le refus des prestations de fin et le manque de lois nationales du travail. À cet égard, le rôle des syndicats est crucial pour aborder et défendre efficacement les problèmes rencontrés par les travailleurs migrants.

Le travail domestique, largement effectué par des travailleuses migrantes dans de nombreux pays de la région, n'est généralement pas couvert par le droit du travail, ce qui fait que les travailleurs

---

<sup>1</sup> See for example: ILO. 2016. [The cost of migration: What low-skilled migrant workers from Pakistan pay to work in Saudi Arabia and the United Arab Emirates.](#)

domestiques bénéficient de protections plus faibles que les autres travailleurs du secteur privé. L'accès à la protection sociale est limité en droit et dans la pratique, et il continue d'y avoir des restrictions à la liberté d'association et à l'organisation des travailleurs migrants. Dans la région des États arabes, les femmes migrantes font souvent face à des disparités salariales par rapport à leurs homologues masculins et rencontrent des obstacles pour accéder aux ressources essentielles, ce qui souligne l'importance d'assurer activement la protection des droits et les acquis des femmes.<sup>2</sup>

Le soutien à l'entrepreneuriat des migrants peut également servir d'outil puissant pour l'inclusion économique et le développement, profitant tant aux migrants, à leurs familles qu'à leurs communautés d'accueil. De plus, et tout aussi important, est l'opérationnalisation de ces cadres afin d'atténuer les tensions ou les concurrences potentielles sur le marché du travail et l'accès aux services, ou autres opportunités pour les autres. Assurer que les migrants disposent de voies régulières d'accès à l'emploi fondées sur les droits et ne sont pas soumis à des pratiques discriminatoires demeure un point clé de plaidoyer auprès des parties prenantes principales.

Les migrants contribuent également de manière significative au développement économique de leurs pays d'origine par le biais des envois de fonds. À l'heure actuelle, les transferts de fonds représentent environ trois fois le volume de l'aide officielle reçue par les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Bien que les transferts de fonds vers les États arabes aient légèrement diminué, principalement en raison d'une forte baisse des transferts vers l'Égypte, ils restent d'une importance cruciale pour la région, comme le souligne un rapport récent sur le rôle des envois de fonds au Liban, reconnaissant le rôle important que peut jouer la diaspora libanaise pour soutenir le redressement rapide du Liban, minimiser les pertes en matière de développement, et remettre le Liban sur la voie d'un développement sain, durable et inclusif. De plus, en contribuant aux recettes fiscales et à la consommation, les migrants qui parviennent à trouver un emploi décent et formel peuvent également contribuer à stimuler l'économie de leurs communautés dans les pays de destination. Bien que l'exode de migrants soit précieux en termes d'envois de fonds, il est important de reconnaître le phénomène de la « fuite des cerveaux », qui peut poser des défis supplémentaires au développement économique. L'exode de compétences et de talents peut limiter la croissance économique, entraver la transformation structurelle de l'économie locale, et perpétuer une pénurie persistante d'opportunités d'emploi décent et productif.

Contributions aux secteurs de la santé, des services et autres : Dans la région des États arabes, les migrants ont apporté des contributions indispensables au secteur de la santé, jouant des rôles cruciaux en tant que professionnels de la santé, personnel de soutien et innovateurs dans les services médicaux. Notamment, dans des pays comme l'Arabie Saoudite et le Qatar, où la demande de services de santé a fortement augmenté parallèlement au développement économique rapide, les médecins, infirmiers et techniciens migrants ont été essentiels pour renforcer la main-d'œuvre en santé, assurant la continuité et l'expansion des services de santé.

De plus, face à des crises sanitaires mondiales telles que la pandémie de COVID-19, les migrants du secteur de la santé ont été en première ligne. Leurs contributions ont non seulement été vitales pour répondre aux besoins de santé immédiats, mais ont également joué un rôle significatif dans l'échange transfrontalier de connaissances et de pratiques en santé publique, améliorant la capacité de la région à gérer les urgences sanitaires et à améliorer les résultats de santé globaux. Les travailleurs migrants de la région contribuent également de manière significative à d'autres secteurs, notamment les services, y compris le travail domestique et de soins, la construction, l'agriculture, et occupent des postes clés dans des professions telles que le transport, la sécurité, le nettoyage et l'assainissement.

---

<sup>2</sup> See for example: UN Women. 2015. [Progress of the World's Women: Transforming economies, realizing rights](#).

Contributions socio-culturelles sur fond de sentiment anti-migrant dans certains contextes : Les personnes en déplacement enrichissent le tissu culturel de leurs pays et communautés de destination à travers de nouvelles langues, traditions, cuisines et expressions artistiques. Par exemple, avant le déclenchement du conflit au Soudan, les migrants soudanais en Égypte ont établi des centres culturels et des galeries d'art au Caire, mettant en valeur l'art, la musique et la littérature soudanaises traditionnels et contemporains, servant ainsi de pôles culturels et d'espaces d'échange culturel en Égypte. Aux Émirats arabes unis (EAU), les nombreux festivals culturels et traditions culinaires introduits par sa population expatriée diversifiée sont devenus centraux pour l'identité du pays, favorisant la compréhension interculturelle et contribuant à l'enrichissement de la culture locale. Les migrants dans la région des États arabes peuvent agir comme des catalyseurs de diversité culturelle et d'innovation, renforçant la vitalité et le dynamisme de leurs sociétés d'accueil. Cependant, il est important de noter que les migrants font souvent face à des obstacles à l'inclusion et à leurs contributions socio-culturelles, notamment en raison du sentiment anti-migrant et de la discrimination. Encourager et soutenir le plaidoyer fondé sur les droits, par exemple à travers un environnement politique favorable à la formation d'organisations de migrants et de groupes de la société civile, est crucial.

### Questions directrices

- Quelles sont quelques exemples de pratiques prometteuses et de leçons tirées concernant la protection et l'autonomisation des travailleurs migrants et le renforcement de leur rôle dans les voies de développement ?
- Quelles sont les principales lacunes et défis pour améliorer le travail décent pour les travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques, les protections sociales et du travail, ainsi que l'autonomisation des migrants et la mise à profit de leur rôle dans le développement durable ?
- Compte tenu des compétences variées et du potentiel que les migrants apportent à leurs communautés/pays d'accueil et aux pays/communautés d'origine, comment pouvons-nous faire progresser les contributions socio-économiques des migrants et le développement de leurs compétences (le cas échéant), en veillant à ce que les bénéfices soient partagés à la fois par les migrants et par leurs pays/communautés d'accueil et d'origine ?
- Comment les politiques et initiatives dans la région des États arabes peuvent-elles mieux aborder les inégalités de genre et soutenir l'autonomisation, les droits et la protection des migrantes dans les pays de destination ?
- Comment la région des États arabes peut-elle tirer le meilleur parti d'une coopération renforcée en termes de financement, de renforcement des capacités, de conseils en matière de politiques, de collecte et d'analyse de données, de technologie et de partenariats multipartites pour soutenir le rôle des migrants dans le développement durable ?